

Combattre l'Apartheid chez nous

"Notre politique est celle du Nationalisme Chrétien qui est l'allié du National-Socialisme"

(J. Vorster, 1942)

L'objet de cet article est moins de dénoncer une fois de plus les crimes odieux du régime blanc sudafricain, que de prouver - à l'aide d'une expérience belge - qu'il est possible de lutter concrètement chez nous, au Luxembourg, contre ce seul pays du monde dans lequel le racisme est encore ouvertement érigé en système:

25 millions de noirs et de métis n'ont droit qu'à 13% des terres les plus pauvres et morcelées du pays (constituées en Bantoustans, soi-disant

indépendants) alors que 4 millions de Blancs détiennent le reste du territoire (toutes les villes et les terres les plus riches). Les Noirs n'y sont que "travailleurs immigrés" dépourvus des droits les plus élémentaires (droit d'association, droit de grève), strictement contrôlés et fortement discriminés point de vue salaires.

Cette politique du "développement séparée = apartheid", n'est possible que grâce aux soutiens financiers (crédits...), aux investissements des multinationales et aux livraisons d'armes des Etats-Unis et de l'Europe capitaliste.

Actuellement, face à une condamnation interna-

suite : p.31

tionale quasi générale de sa politique, et afin de se munir contre d'éventuelles représailles économiques le gouvernement sud-africain oeuvre vers la plus grande indépendance économique possible (autonomie énergétique et sidérurgique, avant tout) et vers une plus grande "sécurité intérieure et extérieure".

Tous les prêts accordés par des banques privées à l'Afrique du Sud, donnent donc actuellement au système les moyens de sa politique d'apartheid. Il est donc un leurre que de prétendre qu'avec une aide financière et économique à l'Afrique du Sud on puisse contribuer à améliorer le sort quotidien des plus pauvres (c'est-à-dire des Noirs) de ce pays. Cette idée est renforcée par le fait que les principales organisations noires de l'Afrique du Sud demandent aux pays capitalistes d'arrêter toute aide à leur pays. Un exemple: le 28 octobre 1976, l'Institut chrétien d'Afrique du Sud déclare: "Les noirs acceptent que la récession économique et le chômage qui en seront la conséquence (en cas d'arrêt d'investissements de l'extérieur) leur causent des souffrances, mais ils pensent que cela ne s'étendrait que sur une période limitée en comparaison avec la souffrance sans fin causée par la continuation de l'apartheid."

De tels témoignages ont trouvé un écho dans certains milieux chrétiens belges et c'est ainsi qu'en 1978 la Commission "Justice et Paix" pour l'Eglise catholique et la Commission "Eglise et Coopération au Développement" pour l'Eglise protestante belges ont lancé une action afin de convaincre - par le dialogue si possible, mais aussi par l'action directe si nécessaire - les banques belges à ne plus concéder aucun crédit à l'Afrique du Sud et même de retirer leur argent s'y trouvant déjà.

Quatre parmi les principales banques belges sont concernées par cette interpellation:

- a) La Société Générale, en tant que membre du consortium EABC
- b) à titre indépendant la Banque Paribas, la Banque Bruxelles-Lambert et la Kredietbank.

- Dans un premier temps les 2 commissions ont créé un groupe "D.E.B.A." (Dialogue Eglises-Banques Afrique du Sud) et ont réussi à être officiellement mandatées par les Eglises catholique et protestante belges.

- Dans un second temps, cette commission a interpellé les banques et a essayé à travers un dialogue serein de faire appel au sens de responsabilité morale des banques concernées.

La réponse des banquiers était claire:

"Nous avons comme norme la législation bancaire, et nous ne pouvons nous laisser guider par des considérations d'ordre politique. Nous nous soumettons cependant aux directives politiques données par le gouvernement."

Or la position du gouvernement belge (et luxembourgeois) est plus qu'ambigüe: Certes dans l'ONU les 2 pays ont à plusieurs occasions condamné par des votes la politique d'apartheid, mais ils se sont opposés à toute résolution ayant des implications économiques pour nos pays. De plus, le gouvernement belge refuse d'intervenir auprès des banques. Ainsi déclarait le 1er septembre 1978 le ministre "socialiste" Simonet: "Quant au secteur privé, et plus particulièrement les banques belges, je ne pense pas qu'il appartienne

au gouvernement de se substituer aux responsabilités qui sont les leurs" (!)

Face à ce petit jeu par lequel banques et gouvernement se renvoient mutuellement l'initiative de changer la politique d'investissement belge en Afrique du Sud, les Commissions d'Eglises ont décidé de lancer le boycott contre les quatre banques en question.

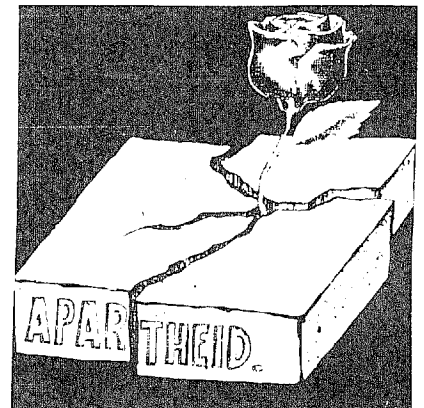
D'abord certaines personnes demandent individuellement à leur banque des comptes sur ses investissements et retirent leur argent suite à une réponse négative.

Puis "Justice et Paix" propose aux gens d'une région d'envoyer des interpellations collectives aux banques et de demander conjointement à pouvoir discuter avec les directeurs des différentes agences. Le but de cette action, à peine démarrée, mais qui prend rapidement de l'ampleur est double:

- a) toucher l'image de marque des banques
- b) arriver à ce que les gens s'interrogent sur ce qu'on fait de leur argent.

Des actions semblables ont réussi aux U.S.A, Angleterre et Hollande à ce que certaines banques aient dû interrompre leurs investissements en Afrique du Sud.

Mais les organisateurs belges participant au boycott sont conscients qu'il est indispensable que l'opération se fasse au niveau de tous les pays où se trouvent ces banques: sinon l'argent continuera d'aller en Afrique du Sud, mais par le biais de filiales, d'accords avec d'autres banques à l'étranger.



Aussi serait-il fort important que des camarades luxembourgeois s'organisent pour demander dans un premier temps, par écrit à toutes les banques installées au Grand-Duché, dans quels pays elles investissent, quelles sommes, pourquoi....?

Il est évident qu'on saura éventuellement apprendre d'intéressantes révélations quant à des investissements en Afrique du Sud, mais aussi en d'autres pays à régime dictatorial ou fasciste.

Pour de plus amples informations, les personnes ou groupes intéressés pourront écrire à B. Hausenne, 17 rue des 2 Eglises, 1040 Bruxelles qui a édité une brochure sur toute l'action de boycott en Belgique: "La spirale de l'Irresponsabilité" par Ignace Berten. Cette brochure est recevable au prix de 60 FB. Plus d'informations sont disponibles aussi chez D.E.B.A., 23 avenue d'Ouderghem, 1040 Bruxelles.

Guy Krettels





La rédaction de "forum" propose par ce biais à la Commission luxembourgeoise "Justice et Paix", ou à défaut, au regroupement d'organisation tiers-mondiste qui s'est fait à l'occasion des dernières élections, de se charger de ce problème. "forum" est prêt à collaborer dans toute la mesure du possible à une large diffusion de tout appel de boycottage de la part des dits organismes.



... leiden wir mit Hoffnung

Frauen für Südafrika! Kauft keine Früchte der Apartheid! Unter diesem Leitwort ist der 1,5 Millionen Mitglieder starke Dachverband der Evangelischen Frauenarbeit in Deutschland zu einem Verbraucherboykott gegen das Apartheidregime der Weißen in Südafrika angetreten. Bereits im vergangenen Winter hatte die Evangelische Frauenarbeit zusammen mit dem Informationszentrum südliches Afrika (ISSA) eine umfangreiche Dokumentation über die Lage der unterdrückten schwarzen Bevölkerungsmehrheit in Südafrika erstellt, in der eine eindrucksvolle Erklärung der Möglichkeiten und Chancen eines Verbraucherboykottes im Ausland gegeben wurde.

„Ohne Boykott leiden wir ohne Hoffnung. Mit Boykott leiden wir mit Hoffnung“ schrieb der schwarze Bischof und Generalsekretär des südafrikanischen Rates der Kirchen, Desmond Tutu, den evangelischen Frauen in der Bundesrepublik, und bei gänzlich anderer Gele-

genheit erklärte der kürzlich zurückgetretene Südafrika-Premier Johannes Vorster: „Jeder Kauf eines südafrikanischen Produktes ist ein neuer Baustein für die Mauer unseres Fortbestehens“. Die Argumente von Vorster und Bischof Tutu reichen aus, um die Bedenken des Rates der EKD, die Ende Juli bekannt geworden sind, beiseite zu räumen (Publik-Forum Nr. 16/78, Seite 8). Der Rat der EKD hatte kritisch angefragt, ob der Boykott nicht letztlich doch die Schwarzen in Südafrika treffe. Nach Auskunft des Präsidiums der Frauenarbeit sei die Aktion inzwischen „von den Brüdern und Schwestern aus Afrika als ein Zeichen für unsere Solidarität begrüßt“ worden.

(...) Kap-Früchte, Outspan-Orangen und Konserven, Made in South Afrika werden in der kommenden Wintersaison zu schwer verkäuflichen Gütern, wenn die Rechnung der evangelischen Frauen aufgeht.

Und dafür spricht einiges, denn die Evangelische Frauenarbeit in Deutschland, der, angefangen von den Pastorinnen bis zu den evangelischen Hausfrauen, 42 Verbände angehören, ist alles andere als ein Niemand.

Siegrid Römelt weiß: „Wir stellen ein ganz beträchtliches Einkäuferinnen-Potential dar.“

Wenn die Frage nach dem Nutzen des Boykottes gestellt wird, verweist die Pastorin auf US-amerikanische Erfahrungen: In jahrelangen Verbraucherboykotts wurden dort die elementarsten Rechte der mexikanischen Wander-Landarbeiter, der Chicanos, durchgesetzt. An den Boykotten in den USA hatte sich die dortige katholische Bischofskonferenz ebenso beteiligt wie liberale Studenten oder bekannte Persönlichkeiten wie Senator Edward Kennedy oder die Sängerin Joan Baez. — Auf etwas ähnliches (wenn auch in bescheideneren Ausmaßen) hofft die Evangelische Frauenarbeit hierzulande.

Thomas Seiterich
Kontaktadresse: Evangelische Frauenarbeit, Unterlindau 80, 6 Frankfurt/Main.

in: P.-F. Nr. 22/78

Verschwendung und Verführung beenden

Besonderes Interesse verdient die Stellungnahme des Vatikans, die kürzlich in Manila vor der Welthandelskonferenz abgegeben wurde. Vor dem Forum des Nord-Süd-Dialogs wies der Repräsentant des Papstes, P. Roger Heckel, darauf hin, daß die bestehenden Gräben vertieft werden, wenn man weiterhin versuche, die ganze Welt nach den Modellen der reichen Länder zu entwickeln. Die Wachstumsmodelle, die „auf Verschwendung und Verführung zum Konsum begründet sind“, dürfte man nicht verallgemeinern, ja, noch mehr, an diesen Wachstumsmodellen müßten tiefgreifende Einschnitte vorgenommen werden, hieß es. Nicht die Neigung zum Konsum, sondern eine Entwicklung zur Freude an der Kreativität müsse angestrebt werden.

Diese bedeutsame Stellungnahme der katholischen Weltkirche ist zu begrüßen. Hier werden Ziele und Wege gewiesen, die vor allem von den Wohlstandsnationen zu be-

herzigen sind. Kritisiert wird nicht nur der Export unserer Wachstumsmodelle in die Dritte Welt, sondern das Funktionieren dieser Modelle überhaupt, die im Letzten auf Verschwendung und Verführung angelegt sind.

Erfreulich ist auch der Rückgriff des Vatikanvertreters auf die von Papst Paul VI. im Jahre 1964 in Bombay erhobene Forderung, einen Weltentwicklungsfonds einzurichten, der durch Einsparungen bei der Abrüstung finanziert wird.

Die Wichtigkeit dieser Forderungen wurde jüngst vom Londoner Internationalen Institut für strategische Studien (IISS) unterstrichen. Ohne eine entscheidend vertiefte Beziehung zur Dritten Welt, insbesondere den Rohstoff-Lieferländern, könne der Westen nicht mit den Sicherheitsproblemen fertig werden, die bereits in den 80er Jahren durch eine ansteigende Störung der Stabilität in den Entwicklungsländern zu erwarten sei. Die Ereignisse in Iran hätten ge-

zeigt, was auf den Westen zukomme. Iran sei kein Sonderfall. Überall dort, wo die überlieferte Gesellschaftsstruktur und das alte Machtgewicht durch die Technisierung und Modernisierung in Frage gestellt werde, seien revolutionäre Bewegungen zu erwarten.

Leider lassen die Reaktionen der Industrieländer im Zusammenhang mit der Welthandelskonferenz in Manila jenes Problembewußtsein vermissen, das nötig wäre, um den Graben, von dem der päpstliche Repräsentant sprach, zu überbrücken. Graf Lambsdorff, Bonns Wirtschaftsminister, berücksichtigte in seiner Rede in Manila mit keinem Wort, was er von den beiden Kirchen mit auf den Weg bekommen hatte. Als „Stimme des anderen Deutschlands“ — so könnte man hier sagen — wurde den Delegierten der Welthandelskonferenz ein gemeinsames Kirchenpapier zugeleitet — unter ausdrücklichem Hinweis auf die wenig zukunftssträchtige Rede des Wirtschaftsministers.

Harald Pawlowski

in: P.-F. Nr. 10/79